

ÉCONOMIE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE DANS L'ARC JURASSIEN: DU DIAGNOSTIC AUX SOLUTIONS



L'Institut du Management des villes et du territoire (IMVT) de la Haute école de gestion Arc (HEG Arc) a finalisé cette année deux projets de recherche relatifs à la durabilité économique des territoires. Ces projets ont été financés par des fonds PHR du SECO et par le Réseau des villes de l'Arc jurassien. Le premier projet avait pour but de construire un scénario de développement économique et démographique de l'Arc jurassien. Le second, mené en collaboration avec la Chambre d'économie publique du Jura bernois, visait à renforcer les relations d'affaires entre les entreprises industrielles et les entreprises de services.

Aujourd'hui, la mobilité des personnes et des capitaux explique en partie la difficulté de l'Arc jurassien à profiter des fruits de ses activités exportatrices.

Selon la théorie de l'économie résidentielle et présente, la prospérité économique d'un territoire (commune, canton, région) dépend de sa capacité à capter des flux financiers et à les faire circuler localement. La Confédération et les organismes cantonaux de promotion économique considèrent l'innovation à l'exportation comme un levier clé du développement économique territorial. Si cette vision est probablement vraie à l'échelle nationale et si, historiquement, elle a assuré la prospérité économique de nombreuses régions suisses ou européennes, cette vision ne se vérifie plus aujourd'hui. Il en va ainsi de l'Arc jurassien: un modèle de vertu économique selon les critères du SECO (innovation, production à l'exportation), mais une région qui, depuis plusieurs dizaines d'années, s'appauvrit et stagne démographiquement.

LES FUITES FINANCIÈRES

La mobilité des personnes et des capitaux explique en partie la difficulté de cette région à profiter des fruits de ses activités exportatrices: le nombre des pendulaires et la distance parcourue s'accroissent au détriment des régions industrielles;

les propriétaires des entreprises n'habitent plus à côté de l'usine. En bref, les valeurs créées alimentent de moins en moins les territoires qui les produisent.

Cependant, notre recherche a mis en lumière d'autres fuites financières relatives aux dépenses des entreprises et tout particulièrement des ménages. Dans les domaines des fournitures alimentaires et non alimentaires, des assurances et de l'énergie, les fuites sont énormes et dépassent allègrement le milliard de francs annuels à l'échelle de l'Arc jurassien. Où vont ces fuites? Principalement dans les grandes métropoles. Se dessine ici une relation de domination entre centres et périphéries, qui se renforce au même rythme que le phénomène de globalisation, sans grand égard pour l'environnement.

En guise d'exemple chiffré, le tableau ci-dessous liste par région le chiffre d'affaires de quatre types d'assurance destinés aux ménages, le taux de sinistralité desdites assurances, le retour financier de ces assurances sur les territoires en cas de sinistre; et enfin, dans la colonne de droite, les pertes financières annuelles qu'enregistrent les territoires. Pour ces seules assurances, les fuites financières essuyées par l'Arc jurassien dépassent le demi-milliard de francs...

Ménages Neuchâtel	80923 ménages	Taux sinistre	Retour financier	Perte financière
Assurance véhicule (CHF)	109 407 896 CHF	0,417	45 623 093 CHF	63 784 803 CHF
Assurance RC + Ménage	36 658 119 CHF	0,526	19 282 171 CHF	17 375 948 CHF
Assurance Maladie	608 217 268 CHF	0,750	456 162 951 CHF	152 054 317 CHF
Ass. Accidents non prof.	75 905 774 CHF	0,666	50 553 245 CHF	25 352 529 CHF
TOTAL	830 189 057 CHF		571 621 460 CHF	258 567 597 CHF
Ménages JURA	31660 ménages	Taux sinistre	Retour financier	Perte financière
Assurance véhicule (CHF)	42 804 320 CHF	0,417	17 849 401 CHF	24 954 919 CHF
Assurance RC + Ménage	14 341 980 CHF	0,526	7 543 881 CHF	6 798 099 CHF
Assurance Maladie	237 956 560 CHF	0,750	178 467 420 CHF	59 489 140 CHF
Ass. Accidents non prof.	29 697 080 CHF	0,666	19 778 255 CHF	9 918 825 CHF
TOTAL	324 799 940 CHF		223 638 957 CHF	101 160 983 CHF
Ménages Jura bernois	23794 ménages	Taux sinistre	Retour financier	Perte financière
Assurance véhicule (CHF)	32 169 488 CHF	0,417	13 414 676 CHF	18 754 812 CHF
Assurance RC + Ménage	10 778 682 CHF	0,526	5 669 587 CHF	5 109 095 CHF
Assurance Maladie	178 835 704 CHF	0,750	134 126 778 CHF	44 708 926 CHF
Ass. Accidents non prof.	22 318 772 CHF	0,666	14 864 302 CHF	7 454 470 CHF
TOTAL	244 102 646 CHF		168 075 343 CHF	76 027 303 CHF
Ménages Jura nord vaudois	39611 ménages	Taux sinistre	Retour financier	Perte financière
Assurance véhicule (CHF)	53 554 072 CHF	0,417	22 332 048 CHF	31 222 024 CHF
Assurance RC + Ménage	17 943 783 CHF	0,526	9 438 430 CHF	8 505 353 CHF
Assurance Maladie	297 716 276 CHF	0,750	223 287 207 CHF	74 429 069 CHF
Ass. Accidents non prof.	37 155 118 CHF	0,666	24 745 309 CHF	12 409 809 CHF
TOTAL	406 369 249 CHF		279 802 993 CHF	126 566 256 CHF
TOTAL DES PERTES				562 322 138 CHF

Pour chaque région de l'Arc jurassien, le tableau ci-dessus combine deux sources: la statistique des dépenses des ménages (OFS) ainsi que les taux de sinistralité de quatre types d'assurance obtenus dans le rapport 2017 de la FINMA sur le marché des assurances.

Si l'on dévoile davantage les chaînes de causalité, les fuites financières émanant des entreprises industrielles et des ménages expriment **une même** cause. Celle-ci est d'autant plus insidieuse qu'elle est **invisible**: la dissolution des informations qualitatives concernant les services auxquels entreprises et ménages ont recours. Cette dissolution est elle-même alimentée en amont par le morcellement des offres de services – plus les offres sont morcelées, plus elles sont invisibles pour la demande – et en aval par l'«effet Google»...

Telle entreprise ou tel ménage cherche une étude d'avocats d'affaires, une fiduciaire, un atelier de graphistes, un commerce de vêtements? «Google» fournira une information immédiate et **déterritorialisée**, classée selon la loi du plus offrant. Couplés à des **plateformes** de vente planétaires, ces moteurs de recherche en ligne forment des «machines de guerre» mettant en relation offres et demandes, contre tous les territoires et l'environnement, renforçant par ailleurs les relations de domination entre centres et périphéries.

UN ENJEU-CLÉ: LES SYSTÈMES D'INFORMATION QUALITATIFS

L'Arc jurassien a pourtant inventé des systèmes d'information qualitative d'une extraordinaire fiabilité. Fondé dans les années 1840 à La Chaux-de-Fonds, l'*Indicateur Davoine* est probablement le plus impressionnant. Durant ses cinquante premières années de

parution, toutes les activités économiques étaient répertoriées et classées par métiers et par adresses postales. Cet almanach s'étendra sur la totalité de l'Arc jurassien, de la Vallée de Joux à l'Ajoie. A la fin du XIX^e siècle et jusque dans les années 1970, il se concentrera sur le seul secteur horloger dans la Suisse entière mais présen-



tera ses critères de classification: l'échelle communale, les métiers, les adresses postales de toutes les entreprises. L'exclusion du critère de la «loi du plus offrant» était une condition-clé de son efficacité (*l'Indicateur Davoine* était financé par des encarts publicitaires), nettement plus élevée que ce qu'offrent aujourd'hui les moteurs de recherche, puisque ceux-ci ne proposent en première page que les entreprises qui ont accepté d'en payer le prix.

L'Indicateur Davoine a vécu durant cent trente ans. Sa publication bisannuelle a très probablement contribué à préserver et renforcer des chaînes de valeur et des marchés «business» territorialisés. Il est également intéressant de constater que les entreprises horlogères de l'Arc jurassien, pourtant concurrentes, étaient capables de coopérer à l'élaboration d'un référentiel commun.

Les territoires institutionnels n'ont jamais bénéficié d'informations quantitatives aussi riches que de nos jours. Si celles-ci sont évidemment indispensables à la gestion des territoires, les données qualitatives le sont tout autant, et c'est là que le bât blesse. Citons un seul exemple, qui a trait aux activités de services innovants aux entreprises industrielles. Si l'innovation est à juste titre considérée par le SECO comme un levier indispensable à la compétitivité économique nationale, qui peut dire, dans l'Arc jurassien, quelles sont les activités de services innovantes aux entreprises industrielles (voir encadré), où elles se situent, comment elles se nomment et ce qu'elles savent faire? Personne ne le sait avec précision; ni les entreprises qui en ont besoin, ni les organismes de promotion économique chargés de constituer des écosystèmes économiques innovants... *L'Indicateur Davoine* permettait pourtant de répondre à ces questions essentielles en moins de deux minutes!

Techniquement, il est pourtant aisé de reconstruire de telles bases de données qualitatives hébergées sur des plateformes en ligne territorialisées, pour des entreprises comme pour des ménages. Mais leur construction et leur promotion ne seront possibles qu'à la condition que les acteurs concernés coopèrent. Hors coopération, la relocalisation de marchés de services ne restera qu'une chimère, tandis que les fuites financières continueront à anémier l'Arc jurassien.

NICOLAS BABEY

Professeur HEG Arc

Doyen de l'IMVT - Institut du Management des villes et du territoire

SERVICES INNOVANTS AUX ENTREPRISES

La «Nomenclature générale des activités économiques» recense 794 types d'entreprise en Suisse. Moins de dix types correspondent à ce que nous désignons les «activités de services innovants aux entreprises industrielles». Par exemple, les ateliers de design industriel, les laboratoires privés et publics de R&D, les entreprises de programmation informatique, etc.